L'histoire des besoins ¹

(1988)

Où que vous voyagiez, le paysage est reconnaissable ; partout à travers le monde encombré, ce ne sont que tours de refroidissement et parkings, agrobusiness et mégapoles. Mais maintenant que le développement touche à sa fin – la Terre n'était pas la bonne planète pour ce genre de construction –, les projets de croissance s'effondrent rapidement en ruines et en débris au milieu desquels il nous faut apprendre à vivre. Il y a vingt ans, les conséquences du culte de la croissance semblaient déjà « contre-intuitives » ; aujourd'hui, *Time* fait sa une sur des histoires d'apocalypse. Et nul ne sait comment vivre avec ces nouveaux effrayants cavaliers, qui sont bien plus que quatre : changement de climat, épuisement génétique, pollution, effondrement des diverses protections immunitaires, élévation du niveau de la mer et, chaque année, des réfugiés qui errent par millions. En traitant simplement de ces questions, on est prisonnier d'un dilemme impossible en encourageant soit la panique, soit le cynisme. Mais il y a plus difficile encore que de survivre avec ces changements « écologiques » : l'horreur de vivre avec les habitudes de besoin instaurées par quatre décennies de développement. Les besoins que la danse de la pluie du développement a attisés n'ont pas seulement justifié la spoliation et l'empoisonnement de la Terre, mais aussi agi à un niveau plus profond. Ils

¹ Étude écrite pour une rencontre à la Penn State University, en septembre 1988, organisée par Wolfgang Sachs sur le thème : « Après le développement, quoi ? » Une version abrégée, allégée de la quasi-totalité des notes, a trouvé place dans *The Development Dictionary: A Guide to Knowledge as Power*, dirigé par Wolfgang Sachs et maintes fois réédité dans de nombreuses langues. Cette version définitive date de mars 1990 (Cuernavaca).

ont métamorphosé la nature humaine. Ils ont remodelé l'esprit et les sens de l'*Homo sapiens* en ceux d'un *Homo miserabilis*. Les « besoins fondamentaux » sont peut-être l'héritage le plus insidieux du développement ².

La transformation s'est produite il y a plus de deux siècles. Au cours de cette période, la certitude viscérale a été celle de l'évolution, baptisée tantôt progrès, tantôt développement ou croissance ³. Dans ce processus séculaire, des hommes ont prétendu découvrir des « ressources » dans la culture et la nature – dans ce qui avait été leur ordinaire et leur lot commun (*commons*) – pour en faire des valeurs ⁴. L'historien de la rareté raconte l'histoire. Comme de la crème fouettée qui durcit soudain en beurre, l'*Homo miserabilis* est apparu dernièrement, presque du jour au lendemain, fruit d'une mutation de l'*Homo œconomicus*, le protagoniste de la rareté. La génération de l'après-Seconde Guerre mondiale a été témoin de ce changement d'état de la na-

² La seule monographie qui essaie de retracer la perception de quelque chose correspondant au « besoin » à travers l'histoire de l'Occident est l'ouvrage de Patricia Springborg, *The Problem of Human Needs and the Critique of Civilization*, Londres, Allen and Unwin, 1981.

³ Wolfgang Stegmüller, « Evolutionäre Erkenntnistheorie, Realismus und Wissenschaftstheorie », in Robert Spaeman, Peter Koslowski et Reinhard Löw, éd., *Evolutionstheorie und menschliches Selbstverständnis: Zur philosophischen Kritik eines Paradigmas moderner Wissenschaft*, Civitas Resultate, vol. 6, Weinheim, Acta Humaniora, 1984. Sur la croissance explosive de la masse salariale versée aux experts en développement, voir l'étude récente de Franco Ferrarotti, *The Myth of Inevitable Progress*, Westport, CT, Greenwood Press, 1985. Selon lui, la nouvelle forme de technocratie se juge « évidente et naturellement justifiée, et estime donc n'avoir besoin ni de dimension historique ni de légitimation démocratique », pas plus qu'elle n'a besoin de prouver son efficacité. Le progrès en tant que paradigme structurant de la conscience à la fin des années 1960 et le pouvoir de manœuvrer des « experts » socio-politiques de toutes tendances idéologiques doivent être considérés dans leur dépendance mutuelle.

⁴ J'en ai donné une illustration dans mon essai « Silence is a commons ».

ture humaine : du lot commun à l'homme nécessaire. La moitié des individus nés sur cette terre sont des *homines* du nouveau genre ¹.

Les estimations archéologiques situent le nombre total d'individus adultes appartenant à l'*Homo sapiens* à nettement moins de cinq milliards. Ceux-ci vécurent entre l'époque de la peinture des scènes de chasse à Lascaux et l'année où Picasso choqua le monde en dépeignant l'horreur de Guernica. Il y a eu dix mille générations, qui ont adopté des milliers de styles de vie et ont parlé d'innombrables langues. Il y a eu des hommes des neiges et des éleveurs de bétail, des Romains et des Moghols, des marins et des nomades. Chaque mode de vie a façonné la condition humaine à sa manière : autour de la houe, du fuseau, des outils de bois, de bronze ou de fer. Mais, à chaque fois, être humain était synonyme de soumission communautaire à la règle de la nécessité à un endroit et à une époque donnés. Chaque culture traduisait cette règle en un idiome particulier. Et chaque conception de la nécessité s'exprimait dans une manière différente d'enterrer les morts, dans un autre rituel pour exorciser les peurs. Cette énorme diversité des cultures témoigne de la plasticité du désir et des aspirations, toujours différentes. L'imagination poussa les Tongans à parcourir les océans sur des milliers de kilomètres à bord de leurs pirogues à balancier ; elle conduisit les Toltèques du Mexique à construire des avant-postes de leurs temples au Wisconsin, des musulmans de Mongolie-Extérieure à visiter la Kaaba, et les Écossais, la Terre sainte. Mais, malgré toutes les formes d'angoisse et d'effroi, de terreur et d'extase, l'inconnu suivant la mort, rien n'indique que la moitié ancestrale de l'humanité ait connu quoi que ce soit de ce que nous tenons pour acquis sous l'appellation de besoin.

La seconde partie de l'humanité, la plus nombreuse, est née dans une époque dont

1 Le lien entre le manque et la marchandise est une chose dont on peut faire l'expérience. Dans ce cas précis, je parle d'un *besoin perçu* qui a été établi via la création de ce lien. Le lien entre le sujet et la marchandise peut être le résultat d'un observateur. Je parle alors de *besoin imputé*, et traite le « désir » comme un manque imputé au sujet. Si l'imputation d'un besoin est faite suivant les règles acceptées par un professionnel (économiste, biologiste, travailleur social, psychologue), je parle de *besoins réels*, parce qu'il me paraît que c'est l'expression la plus souvent employée.

je me souviens, après Guernica en 1937. La plupart de ceux qui sont aujourd'hui adultes sont habitués à l'énergie électrique, aux vêtements synthétiques, à la malbouffe et aux voyages ². Si l'on se fie aux ostéopaleologues qui fouillent les cimetières pour étudier les ossements, la seconde moitié de l'humanité contient une forte proportion d'individus sous-nourris ou physiquement handicapés. Et, dans leur immense majorité, ces cinq milliards de personnes acceptent sans se poser de questions leur condition humaine comme un état de dépendance à l'égard des biens et des services, à l'égard de ce qu'ils appellent besoin. En l'espace d'une génération, l'homme nécessaire – l'*Homo miserabilis* – est devenu la norme.

Le mouvement historique de l'Occident, sous la bannière de l'évolution, du progrès, de la croissance et du développement, a découvert puis prescrit des *besoins*. Dans ce processus, nous pouvons observer une transition : de travailleur maladroit, l'homme est devenu un intoxiqué nécessaire. Dans cet essai, je retrace l'histoire de cette addiction telle qu'elle se reflète à travers l'histoire du terme « besoins ³ » dans le contexte du discours officiel sur le développement depuis le président Harry Truman.

En un sens important, le développement est une rébellion, un refus obstiné d'accepter la nécessité. Il implique une déconstruction simultanée des nécessités et une reconstruction des désirs en besoins. Dans le discours sur le développement, les besoins ne sont ni des désirs ni des nécessités ⁴. Les nécessités appellent la soumission, les besoins la satisfaction ⁵. Les besoins tentent de nier la nécessité d'accepter l'inévitable distance entre le désir et la réalité

2 On peut voir une relation entre la création industrielle de pacotille et les formes d'addiction sociale.

3 L'*Oxford English Dictionary*, 2^e éd. 1989, consacre sept colonnes au mot *need*, « besoin ».

4 En allemand, *Bedürfnis* se sépare beaucoup plus tôt de la nécessité. Au XIX^e siècle, *die Bedürfnis* était un équivalent de « manque », tandis que *das Bedürfnis*, au neutre, voulait dire « misère », « manque » ou « besoin de déféquer ». Voir Jacob et Wilhelm Grimm, *Deutsches Wörterbuch*, Leipzig, Verlag von S. Herzl, 1854, vol. 1. L'ouvrage donne d'abord le nom féminin – *die unumgängliche Bedürfnis* (Kant) –, puis le neutre – *wo man in einem Privathause unterkommen und das nächste Bedürfnis fand* (Goethe) –, puis un troisième sens, un appel de la nature – *seine Notdurft verrichten*.

5 William Leiss, *The Limits to Satisfaction. An Essay on the Problems of Needs and Commodities*, Toronto, Toronto University Press, 1976.

et ne renvoient pas davantage à l'espoir que les désirs se réalisent. Les gens ont toujours vécu face à la nécessité de mourir si leur pain quotidien venait à leur manquer. Et tous ont éprouvé un désir de gloire, sur la terre ou au ciel¹.

De surcroît, il faut distinguer les besoins des manques. Depuis Hobbes et Locke, on a attribué ceux-ci à l'homme et à la femme, créant l'*Homo œconomicus*, vivant sous l'égide de la rareté, tandis que la demande semblait prouver l'existence même des manques. Le désir mimétique a donné toute sa puissance à la Main cachée du marché, montant les hommes les uns contre les autres dans la poursuite des biens rares.

En un sens, les besoins sont des manques modernes – dans le discours du développement – tandis que les choix sont offerts, légitimés et prescrits par des professionnels. Ils sont alors remodelés pour cadrer avec la construction mentale de systèmes pensants². Quand cela se produit, l'*Homo œconomicus* est rapidement reconnu comme un mythe obsolète – la planète ne peut plus se permettre ce luxe prodigue – et remplacé par l'*Homo systematicus*³. Les besoins de cette dernière créature métamorphosent les besoins économiques en impératifs systémiques, ne souffrant aucune déviation⁴. Que beaucoup

1 Pour une introduction, voir F. E. Peters, *Greek Philosophical Terms. A Historical Lexicon*, New York, New York University Press, 1967, sous *epithumia* (désir); *hornê* (impulsion); *orexis* (appétit). Le désir – ou, plus précisément, la capacité de désirer – est un élément constitutif et non réductible de l'âme. C'est seulement avec l'introduction du concept de réaction et, plus tard, de rétroaction (*feedback*) dans l'explication du comportement que le désir irréductible commença à céder à un nouveau modèle homéostatique fondé sur une conceptualisation biologique et physiologique. Peu à peu, l'opposition entre ce qui est nécessaire et ce qui est désiré laisse la place à l'idée que les manques humains expriment le besoin de ce qui est nécessaire.

2 Le passage de l'expérience (imaginaire) des besoins et de la revendication correspondante à un droit moral, à la perception de soi comme un « sous-système » ayant des exigences spécifiques est probablement, de nos jours, un phénomène lié à l'éducation et à la classe. Il est caractéristique de gens qui ont été abrutis par l'école. Cependant, on peut déjà observer comment l'ordinateur devient la métaphore dominante de l'interprétation de soi, de la nature et de la société dans les bandes dessinées, les sitcoms et l'argot. Cette observation dément plutôt mon idée que les besoins pourraient survivre au discours du développement.

3 « Les systèmes ne peuvent avoir de besoins – ils ne sauraient donc être comparés à des personnes. » Tels sont les mots avec lesquels j'ai été initié, voici vingt ans, à la critique de l'I.A. (intelligence artificielle). Et j'eus droit à une histoire pour illustrer cette position. Peut-être imaginez-vous discuter avec un ordinateur. Mais si vous croyez un ordinateur, si vous jetez un verre d'eau à un ordinateur qui crie « j'ai soif », vous êtes fou. Je doute qu'en 1988 un penseur éminent puisse me raconter une histoire pareille.

4 J. David Boiter, *Turing's Man: Western Culture in the Computer Age*,

de gens aujourd'hui reconnaissent déjà leurs impératifs systémiques plaide principalement pour la force du prestige professionnel et de la pédagogie et la perte de toute autonomie personnelle. Le processus commença avec les pertes des communaux et apparaît désormais achevé avec la transformation des individus en éléments abstraits d'une stase mathématique. La toute dernière conceptualisation de ces éléments abstraits s'est faite au prix d'une réinterprétation de l'homme ordinaire, désormais perçu comme un système immunitaire fragile, fonctionnant provisoirement, toujours à deux doigts de s'effondrer. Les textes relatifs à cette évolution reflètent très précisément le caractère ésotérique de cette conceptualisation. La condition de l'homme postmoderne et de son univers est devenue si complexe que seuls les experts les plus spécialisés peuvent faire office de clergé capable de comprendre et de définir les « besoins » aujourd'hui⁵.

Le phénomène humain ne se définit donc plus par ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce que nous prenons ou rêvons, ni par le mythe que nous pouvons nous produire en nous extrayant de la rareté, mais par la mesure de ce dont nous manquons et, donc, dont nous avons besoin. Et cette mesure, déterminée par la réflexion de l'analyse des systèmes, implique une perception radicalement nouvelle de la nature et de la loi, et prescrit une politique plus soucieuse de satisfaire les exigences de survie (les besoins) définies par des professionnels que de répondre aux revendications personnelles de liberté qui encourageaient à l'autonomie.

Il est difficile de parler de manière convaincante de l'historicité des besoins⁶. Nous vi-

Chapell Hill, N.C., University of North Carolina Press, 1984, en fait l'observation de manière parfois ironique. Pour une présentation plus grave, cf. Morris Berman, *Coming to Our Senses: Body and Spirit in the Hidden History of the West*, New York, Simon and Schuster, 1989.

5 Les discussions sur les vrais et faux besoins, ou sur les besoins de base, sur les besoins sociaux ou individuels, sont sans rapport avec ce problème. Ces débats supposent la concrétion de désirs en besoins dissociés de l'intensité de marchandises propre à la société dans lesquels ils apparaissent. Je tiens à les éviter. De surcroît, en 1985, ils cessèrent d'être l'ordre du jour obligé de toute conversation sur les besoins.

6 Une étude historique des besoins présuppose une périodisation. Je propose la suivante: (1) La sociogenèse du discours centré sur les besoins peut être établie pour le milieu du xx^e siècle. (2) Une histoire des besoins tournés vers la marchandise peut être construite pour la période que, dans *Le Genre vernaculaire*, j'identifie comme celle du « genre brisé ». (3) La période qui va de la fin du xii^e siècle au début (différent suivant les régions) de la production proto-industrielle

vons dans une génération qui ne saurait nier l'existence des besoins humains, et les besoins des autres, des étrangers, moins que les autres. Dans l'esprit populaire, la nature humaine est perçue en termes de besoins communs, non plus en termes de dignité partagée par tous en dépit des distinctions de statut. Dans ce contexte, un triple pontage coronarien est perçu non pas comme un désir délirant et fantasque, ni comme une demande que seuls des riches peuvent faire valoir, mais comme un besoin qui se traduit en droit au sens juridique du terme. Pour les gens en général, les besoins acquièrent paradoxalement leur légitimité absolue quand on est certain qu'ils doivent être attribués à des étrangers – surtout dans des circonstances où il tombe sous le sens que, pour la majorité des nécessiteux, ces besoins ne sauraient être satisfaits¹. Ironiquement, quand la nature humaine est socialement définie comme un paquet de besoins fondamentaux pour tous, apparaît alors une sorte de preuve scientifique que, pour la plupart des membres de la famille humaine, ce qui est élémentaire est définitivement hors de portée. Pour voir comment nous nous sommes fourvoyés dans cette impasse – qui cède maintenant la place à un modèle d'analyse des systèmes –, il est révélateur de suivre les étapes par lesquelles la notion de besoins a été liée au développement économique et social au cours des dernières décennies.

L'idée de développement a fait son entrée dans le discours politique occidental avec le discours inaugural de Harry Truman en 1949.

devrait être vue comme la préhistoire des besoins modernes. (4) Ce que fait Karl Polanyi dans son étude du marché chez Aristote, je le ferais volontiers mien au titre de l'histoire des origines de la rareté, mais uniquement en tant que recherche sur l'archéologie des besoins. Voir Karl Polanyi, *The Great Transformation*, Boston, Beacon Press, 1957, éd. revue; *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, trad. C. Malamoud, préface de L. Dumont, Paris, Gallimard, 1983.

1 Cette partie de mon propos est non pas descriptive, mais interprétative; mon argumentation garde un caractère provisoire. J'ai l'intention de l'étoffer à travers deux commentaires successifs: (1) De la distinction, chère à Jean-Paul Sartre, à propos de « mon » corps, que je perçois comme une appropriation du corps de l'autre, et, finalement, ma perception nauséuse de mon « corps dans les yeux de l'autre ». (2) J'entends aborder le texte de Sartre par une réflexion critique sur le concept de désir mimétique formulé par René Girard. Réfléchissant à cette espèce d'« incorporation » (*embodiment*) caractéristique de la fin du xx^e siècle, je puis voir plus clair dans les concepts économiques conçus comme le moyen de donner un semblant de rationalité à une forme de domination dans laquelle la nature humaine se définit par le besoin des étrangers, qui peuvent ainsi être imaginés comme tributaires de mon pouvoir.

Truman paraissait parfaitement crédible lorsqu'il déclarait:

Nous devons lancer un nouveau programme ambitieux pour mettre les bénéfices de nos avancées scientifiques et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées.

Plus de la moitié de la population du monde vit dans des conditions proches de la misère. Sa nourriture est insuffisante. Elle est victime de la maladie. Sa vie économique est primitive et stagnante. Sa pauvreté est un handicap et une menace tant pour elle que pour les régions plus prospères. [...]

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples épris de paix les bénéfices de notre stock de connaissances techniques afin de les aider à réaliser leurs aspirations à une vie meilleure. [...]

Notre but devrait être d'aider les peuples libres du monde, à travers leurs propres efforts, à produire davantage de nourriture, de vêtements, de matériaux de construction et de force mécanique pour alléger leurs fardeaux.

L'accroissement de la production est la clé de la prospérité et de la paix. [...]

Ce n'est qu'en aidant les moins chanceux de ses membres à s'en sortir que la famille humaine peut accéder à cette vie digne et satisfaisante qui est le droit de tous les peuples².

Il parlait en termes d'aspirations légitimes, non pas de besoins³.

2 Harry S. Truman, « Inaugural Address », 20 janvier 1949, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1964, 1^{er} janvier au 31 décembre 1949, p. 114-115.

3 La seconde édition de l'*Oxford English Dictionary*, 1989, indique au mot *developing*: « Notamment dans *developing country, nation*, [nation, pays en voie de développement], pays pauvre ou primitif qui développe des conditions économiques, industrielles et sociales plus élevées ». 1964: « Les économies des pays en voie de développement. » 1969: « Les économistes bourgeois parlaient autrefois des pays économiquement "arriérés"; puis l'adjectif "sous-développé" a paru plus aimable. Ils préfèrent désormais donner aux pays capitalistes pauvres le nom de "pays en voie de développement". » Au mot *development*, on trouve: « e. L'essor économique d'une région ou d'un peuple, notamment quand il est actuellement sous-développé. » 1902: « Le développement économique. » 1945: « Le développement économique a profité à de larges sections de la population en Anatolie. » Deux autres manuels consacrés aux mots américains nouveaux confirment le peu d'empressement des lexicographes à prendre acte de l'usage nouveau de « développement », qu'économistes et politologues tenaient pompeusement et naïvement pour acquis. Hans Sperber et Travis Trittshuh, *American Political Terms: An Historical Dictionary*, Detroit, Wayne State University Press, 1962, et William Saffire, *The New Language of Politics: An Anecdotal Dictionary of Catchwords, Slogans and Political Usage*, New York, Random House, 1968. Aucun de ces deux ouvrages n'a d'entrée consacrée au « développement » ou au « sous-développement ». H. L. Mencken, *The American Language*, 4^e éd., Londres, Routledge and Kegan Paul, 1963, p. 354, note 9, reconnaît le mot: « Le 6 octobre 1961, dans un éditorial intitulé "A slum is a slum", le *New York Times* protesta contre les euphémismes chers à l'Unité des relations humaines du système scolaire de la ville de New York. Parmi les euphémismes favoris

Quand Truman parlait, la pauvreté, en termes d'économie de marché, était encore le lot commun de l'écrasante majorité des habitants du monde. De manière étonnante, il semble que quelques pays aient surmonté ce destin, stimulant ainsi le désir des autres d'en faire autant. Le bon sens de Truman le conduisit à croire qu'une loi universelle du progrès était applicable, non seulement à des individus ou à des groupes isolés, mais aussi à l'humanité dans son ensemble à travers les économies nationales. Dans un message au Congrès, il déclara :

La misère écrasante et l'absence de perspectives économiques pour des millions et des millions de gens dans le [monde] économiquement sous-développé [...] représentent l'un des plus grands défis du monde actuel. Malgré leurs séculaires handicaps économiques et sociaux, les habitants de ces régions ont été incités et éveillés depuis quelques décennies. L'essor de la civilisation industrielle, la compréhension croissante des concepts modernes de gouvernement, et l'impact des deux guerres mondiales ont changé leur vie et leurs perspectives. Ils sont impatients de jouer un plus grand rôle dans la communauté des nations ¹.

Douze ans plus tard, les Américains entendirent ce discours :

Aux habitants des huttes et des villages de la moitié de la planète qui luttent pour briser les chaînes de la misère de masse, nous promettons de faire de notre mieux pour les aider à s'en sortir, quel que soit le temps qu'il faudra – non pas parce que les communistes

des années 1960, il faut noter "sous-privilegié" et "culturellement déshérité" pour les habitants des taudis et "anciens" pour les vieux. Dans les affaires internationales, on ne parle plus de "pays arriérés", mais de "régions en développement". » Gunnar Myrdal consacre le premier appendice d'*Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*, New York, Twentieth Century Fund, 1968, vol. 3, p. 1838-1842 à la « Diplomatie par la terminologie ». Il présente un florilège d'euphémismes qui éloignent de la réalité en tendant à atténuer les différences réelles entre les régions riches et les régions pauvres après la Seconde Guerre mondiale. Il observe que l'emploi de l'expression « pays sous-développé » implique une évaluation qui n'engage à rien : ce sont des pays, ils doivent le rester et rester indépendants, et ils doivent se développer.

1 Il observa également : « Toutes ces régions ont un problème commun. Elles doivent créer une solide base économique aux aspirations démocratiques de leurs citoyens. Sans une base économique de ce genre, elles seront incapables de répondre aux attentes que le monde moderne a éveillées dans leur population. » « Special Message to Congress Recommending Point 4 Legislation », 24 juin 1949, *Public Papers*, op. cit., p. 329. Pour une opinion plus ancienne, voir Jeremy Bentham, *Principles of the Civil Code*, 1^{re} partie, chap. 5, in C.K. Ogden, *The Theory of Legislation*, New York, Harcourt Brace, 1931 : « Les désirs s'accroissent avec les moyens. L'horizon s'élève à mesure que nous progressons ; et chaque nouveau désir, s'accompagnant d'un côté de peine, de l'autre de plaisir, devient un nouveau principe d'action » (p. 101).

peuvent le faire, non pas parce que nous quêtons leurs voix, mais parce que c'est juste. Si une société libre ne peut aider la multitude des pauvres, elle ne peut sauver le petit nombre des riches ².

Cette déclaration symbolisait l'émergence d'un consensus aux États-Unis : la majorité des gens sont dans le besoin, ces besoins leur donnent des droits, ces droits se traduisent en titres à recevoir des soins et imposent donc des devoirs aux riches et aux puissants.

D'après Kennedy, ces besoins ne sont pas seulement de nature économique :

Premièrement, les pays d'Amérique latine ont reconnu la nécessité d'un programme intensif d'efforts personnels [...].

Deuxièmement, [l'accord de Bogota, 12 septembre 1960] lance un grand programme interaméricain pour le progrès social, qui est une condition indispensable de la croissance – programme pour améliorer l'utilisation de la terre, l'éducation, la santé et le logement. [...]

Le fonds que je demande aujourd'hui sera consacré au progrès social. Le progrès social n'est pas un substitut du développement économique. C'est un effort pour créer un cadre social à l'intérieur duquel toute la population d'une nation peut prendre part aux bénéfices de la prospérité et participer au processus de la croissance. La croissance économique sans progrès social laisse croupir la grande majorité dans la pauvreté, tandis qu'une poignée de privilégiés engrangent les bénéfices de l'abondance croissante ³.

Un an après l'arrivée de Castro au pouvoir, Kennedy promit plus qu'une simple aide économique ou technique et prit l'engagement solennel d'une intervention politique : « l'aide dans une révolution pacifique de l'espoir ». Plus encore, il fit sienne la rhétorique traditionnelle dominante de l'économie politique. Sans doute tomba-t-il d'accord avec Khrouchtchev, qui lui déclara à Vienne : « Le statu quo est le processus révolutionnaire permanent dans divers pays ; quiconque essaie d'arrêter ce processus ne modifie pas seulement le statu quo, il est un agresseur ⁴. »

2 John F. Kennedy, « Inaugural Address », 20 janvier 1961, *Public Papers of the Presidents of the United States*, Washington, U.S. Government Printing Office, 1962, 20 janvier-31 décembre 1961.

3 John F. Kennedy, « Special Message to Congress Requesting Appropriations for the Inter-American Fund for Social Progress and for Reconstruction in Chile », 14 mars 1961, *Public Papers*, op. cit., p. 178.

4 Cité in Richard Nixon, 1999, *Victory Without War*, New York, Simon and Schuster, 1988, p. 48.

Kennedy insista ensuite sur les « conditions choquantes et pressantes » et sur la nécessité d'une « alliance pour le progrès social ». Pour Truman, c'était le « monde moderne qui éveillait de nouvelles aspirations » : il insistait sur la nécessité d'« alléger le fardeau de leur misère ». Kennedy, pour sa part, croyait que la moitié du monde vivait dans les « chaînes de la misère », avec un sentiment d'injustice « qui nourrit les troubles politiques et sociaux ». Dans la perspective de la Maison-Blanche des années 1960, la misère n'était plus une fatalité ; elle était devenue un concept opératoire — le fruit de conditions sociales et économiques injustes, de l'absence d'éducation moderne, de techniques insuffisantes et rétrogrades. La pauvreté passait désormais pour un fléau, un mal qui appelait une thérapie, un problème à résoudre.

En 1962, les Nations unies reconnurent dans la pauvreté un seuil définissable plus ou moins lié à ce qui est humain. Le secrétaire général fit allusion à « ceux qui vivent en deçà d'un niveau minimal acceptable ». Et ce niveau révéla bientôt sa nature complexe — il agit exactement comme une maladie iatrogène —, provoquant des ravages à travers le monde : tristes résultats de politiques conçues comme des thérapies dans cette conceptualisation du sous-développement. Puis, en 1972, le président de la Banque mondiale déclara : « Le progrès mesuré à un seul étalon, le PNB, a largement contribué à exaspérer les inégalités dans la répartition des revenus. » Aussi Robert McNamara en conclut-il que l'objectif central des politiques de développement devait être « l'offensive contre la misère absolue », qui s'était propagée à la suite de la croissance économique et qui était « si extrême qu'elle dégradait la vie des individus situés au-dessous des normes minimales de la dignité humaine ¹ ». Bientôt, une équipe de spécia-

1 Robert S. McNamara, « Address to the Board of Governors of the World Bank Group », in *The McNamara Years at the World Bank. Major Policy Addresses*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981, Nairobi, Kenya, 24 septembre 1973. Tout « suggère que la décennie de croissance rapide s'est accompagnée d'une mauvaise distribution accrue du revenu dans de nombreux pays en voie de développement, et que le problème n'est nulle part plus grave que dans les campagnes » (p. 10). Nous devons « adopter un indicateur socialement orienté de la réussite économique ». Il faut élaborer des « programmes [...] pour s'attaquer à la misère noire qui règne à un degré inacceptable dans la quasi-totalité de nos pays membres en voie de développement : une pauvreté si extrême qu'elle dégrade la vie des individus situés au-dessous des

listes des sciences sociales, formant un *brain-trust* autour de McNamara, allait énoncer ces « normes de dignité humaine » en dollars et en cents.

La confusion et, parfois, l'opposition entre développement économique et développement social — observable dans la pensée de McNamara —, entre simple croissance et développement « vrai » ou *humain*, entrèrent dans le répertoire de la rhétorique publique, de ce que j'ai appelé le « discours du développement ». À travers les efforts des experts pour comprendre et établir la distinction, le mot « besoins » acquit pour la première fois sa force contrariante, qui persiste encore aujourd'hui ². Employant ce terme, une théorie politique humaniste du développement chercha un ancrage dans quelque « concept [...] ontologique de la nature humaine ³ ». En s'efforçant d'être empiriquement pertinente aujourd'hui, cette quête s'est imposée *via* une nouvelle notion (anhistorique) de la pauvreté.

Voici quelques décennies encore, « pauvreté » était synonyme de « condition humaine ». Elle apparaissait comme un trait omniprésent du paysage social de chaque culture. D'abord et avant tout, elle désignait la situation précaire dans laquelle la plupart des gens survivaient le plus clair du temps. La pauvreté était

normes minimales de la dignité humaine. Les miséreux ne sont pas simplement une infime minorité des malheureux — un ramassis divers des épreuves de la vie, une exception regrettable mais insignifiante à la règle. Bien au contraire, ils représentent *grosso modo* 49 % des deux milliards d'habitants ou presque qui vivent dans les pays en voie de développement » (p. 27).

2 Johan Galtung, « The basic needs approach », in Katrin Lederer et al., éd., *Human Needs: A Contribution to the Current Debate*, Cambridge, Ma., Oelgeschlager, Gunn & Hain, Publ. Inc., 1980, p. 55-57. Dernièrement, divers auteurs se sont focalisés sur les raisons philosophiques de la réémergence des « besoins » dans le discours du développement : Garrett Thomson, *Needs*, Londres, Routledge and Kegan Paul, 1987, soutient que « le besoin a plus de force que le désir, parce que le concept est lié à la notion de nuisance grave » et que le mal en question n'est « pas indéfiniment plastique » (p. 101). Alfred Schopf, éd., *Bedürfnis, Wunsch, Begehren: Probleme einer philosophischen Sozialanthropologie*, Wurtzbourg, Königshausen und Neumann, 1987. Patricia Springborg, *The Problem of Human Needs and the Critique of Civilization*, Londres, Allen and Unwin, 1981. C'est le seul essai d'histoire continue des analogues de l'absence de besoin dans la pensée occidentale des Grecs jusqu'à nos jours.

3 C.B. Macpherson, « Needs and Wants: An Ontological or Historical Problem? » in Ross Fitzgerald, éd., *Human Needs and Politics*, Rushcutters Bay, Australie, Pergamon Press, 1977. Il fait valoir que la classification en besoins (*needs*) et en manques (*wants*) ne tient pas. Elle est à la fois insulaire et idéologique. Elle est insulaire en ce que ni le français ni l'allemand n'emploient des mots différents : le français utilise « besoin » dans les deux cas, l'allemand *Bedürfnisse*. Et cette distinction paraît idéologique quand on observe que, des diverses traditions modernes en théorie politique, seule la tradition libérale en approche.

un concept général pour une interprétation culturelle spécifique de la nécessité de vivre au sein de limites très étroites, définie différemment pour chaque lieu et chaque époque. Chaque culture élaborait sa manière unique et écologiquement viable de faire face à cette nécessité (telle que nous pouvons la constater aujourd'hui). Tel était le sens autrefois de « nécessité » (*need*): la capacité de faire face sa vie durant à ce qui était en définitive inéluctable. « Nous mourrons tous nécessairement... mais pas tout de suite ¹. » Récemment encore, la pauvreté ne désignait jamais directement un manque.

La nécessité d'accepter le destin, le sort, la Providence, la volonté de Dieu perdit une bonne part de sa légitimité au début du xx^e siècle. Le progrès révèle son vrai visage quand il est compris, au fond, comme une révolte contre la nécessité. Dès l'époque de la vapeur, l'ingénieur devint le symbole du libérateur: un messie qui guiderait l'humanité pour l'arracher à l'empire de la nécessité. À la fin du xix^e siècle, la société devint le sujet du génie technique manipulateur. L'idée se révéla si contagieuse qu'au xx^e siècle un pape personnellement dévoué à saint François d'Assise – l'époux de dame Pauvreté – instruisit ses fidèles du devoir de faire plus.

Le développement intégral de l'homme ne peut aller sans le développement solidaire de l'humanité (§ 43).

Chaque peuple doit produire plus et mieux, à la fois pour donner à tous ses ressortissants un niveau de vie vraiment humain et aussi pour contribuer au développement solidaire de l'humanité² (§ 48).

¹ Au fil des siècles, le terme « besoin » prit un caractère substantiel. « Avoir besoin de » (*to have need to*) signifiait être dans l'incontournable nécessité de faire quelque chose, de s'engager dans une activité transitive ou intransitive – laquelle ne se traduit en aucune manière en demande ou en droit à quelque chose. Au temps de Harvey et de Bacon, on commença à laisser tomber le *to*: *It had need be a point of high police...* (1580) est l'exemple donné par l'*Oxford English Dictionary* (2^e éd. de 1989). Dans des phrases de ce type, explique le dictionnaire, « besoin » a tendance à perdre son caractère substantif propre. Il devient un simple élément modificateur attaché au verbe. La même fonction, presque comparable à celle d'un auxiliaire, a été observée dans l'usage de l'allemand *Bedürfnis* par Johann Baptist Müller. Voir son entrée « *Bedürfnis* », in Otto Brunner et al., éd., *Geschichtliche Grundbegriffe*, Stuttgart, Ernst Klett Verlag, 1972, vol. 1, p. 440-489. En allemand, le mot *Bedürfnis* devient d'usage courant au xviii^e siècle quand on s'interroge sur la motivation des actions humaines. Le premier essai en bonne et due forme pour créer une théorie des besoins est Lujo Brentano, *Konkrete Grundbedingungen der Volkswirtschaft*, Leipzig, F. Meiner, 1924.

² Paul VI, *Populorum Progressio*, 1967, traduction officielle du Vatican.

On ne saurait comprendre le lien entre les besoins et le discours du développement si l'on ne saisit pas comment, récemment, la pauvreté a été d'abord « rendue opératoire » de manière à pouvoir définir une ligne de pauvreté comme la frontière dans une guerre contre la pauvreté elle-même. Pour Truman, la pauvreté représentait encore une sorte de sol commun à partir duquel s'élever – par la fortune, l'industrie ou le crime. En 1970, les efforts pour analyser la « pauvreté » lui conférèrent la caractéristique d'un seuil économique. Et cela en changea la nature pour les modernes: elle devint l'indicateur d'un manque du revenu « nécessaire ». En définissant comme pauvres ceux dont le revenu est insuffisant – qui n'ont pas le revenu propre à satisfaire leurs « besoins » –, ce que le revenu achète se trouva subrepticement reconceptualisé comme marchandise. La pauvreté à New York comme en Éthiopie devint un indicateur universel abstrait de sous-consommation³. Ceux qui survivent malgré leur sous-consommation avérée ont alors été perçus comme victimes d'un *double bind*: ils ne peuvent combler leur déficit de revenu en pratiquant des activités de subsistance et ils sont condamnés à mener une vie jugée inhumaine et indigne.

Les économistes entreprirent d'explorer le sens de ce seuil inélastique. Ils reconurent qu'il n'était pas possible de parler de manques (économiques) en deçà d'un niveau de revenu où les demandes deviennent au fond incommensurables. Les gens qui vivent sous la ligne de pauvreté absolue ne peuvent en aucune façon se conduire en accord avec la rationalité économique; ils n'ont pas les moyens d'échanger des vivres contre un toit, des habits ou des outils. La nouvelle catégorie des estropiés économiques, ainsi définis, peut

³ Le concept de « ligne de pauvreté » semble avoir été forgé en 1901 par B. S. Rowntree, chocolatier, philanthrope quaker et ami de Lloyd George. « Les destinataires de la charité sont les pauvres, c'est-à-dire ceux qui, pour des raisons primaires ou secondaires, se situent sous la ligne de pauvreté. » La même année, Winston Churchill utilisa lui aussi cette expression. C'est seulement dans les années 1950 que le département américain du Travail l'adopta afin d'élaborer un indicateur. Le synonyme de « niveau de pauvreté » a été adopté plus récemment. D'après le *New Oxford English Dictionary*, l'expression apparaît dans le *New York Times* du 2 février 1976, p. 13: « On dit que 24,3 millions d'Américains – plus de 10 % de la population – furent classés comme pauvres en 1974, contre 23 millions en 1971. Le niveau de pauvreté est défini [par le département du Travail]. » En 1978, le *London Times* parle d'un million de personnes vivant « sous le niveau de pauvreté en Allemagne de l'Ouest ».

bien survivre, mais elle ne participe pas pleinement des caractéristiques de l'*Homo economicus*. Ils existent, partout à travers le monde, mais ils sont marginaux – par rapport à l'économie comme par rapport à l'humanité elle-même, puisque celle-ci, depuis Mandeville, se définit par sa capacité de choisir dans une situation de rareté.

Sous des dehors différents, *people*, ou « population », fit aussi son entrée plus tôt dans le discours du développement.

Alors qu'au début des années 1950 le problème des pays en voie de développement était perçu essentiellement comme un problème de richesse productive, à la fin de cette décennie il était généralement admis que le facteur crucial n'était pas la production, mais plutôt la capacité de produire, qui est propre à la population¹.

Il devint alors légitime de parler de la population comme de l'un des ingrédients de la croissance économique :

Il n'était plus nécessaire de parler [séparément] de développement économique et social, puisque le développement – par opposition à la croissance – devait automatiquement inclure les deux.

De plus en plus, on parlait d'une population insuffisamment qualifiée ou capitalisée comme d'un fardeau ou d'un frein au développement. Ce troisième stade de l'évolution, qui intègre le facteur démographique au calcul de la croissance économique, a une histoire propre.

Au milieu des années 1950, des économistes influents avaient commencé à soutenir que certains éléments des services médicaux et éducatifs ne devaient pas être assimilés à la consommation personnelle, parce qu'ils étaient des conditions nécessaires du développement économique². On ne pouvait ex-

1 Nations unies, département des Affaires économiques et sociales, *The United Nations Development Decade: Proposals for Action*, New York, Nations unies, 1962.

2 W. Arthur Lewis est généralement considéré comme le premier économiste à avoir reconnu la transformation de la valeur du travail dans le processus du développement. Dans un article qui eut un grand écho, « Economic development with unlimited supply of labor », *The Manchester Schools*, mai 1954, Lewis soutient que le travail, dans les économies duales, est à la disposition du secteur industriel et urbain à un salaire constant déterminé par les niveaux de vie minimaux dans l'agriculture familiale traditionnelle. Du fait du chômage « déguisé » dans l'agriculture, l'offre de main-d'œuvre disponible pour l'industrialisation est pratiquement illimitée... Cependant, une fois épuisé l'excé-

pliquer la grande différence dans les résultats de politiques de développement semblables à un même niveau de revenu monétaire sans prêter attention aux investissements réalisés dans les êtres humains³. La qualité et la distribution de la formation, de la santé physique, de la discipline sociale et des niveaux de participation devaient entrer en ligne de compte sous le nom de « facteur résiduel⁴ ». Indépendamment de la quantité de capital et de main-d'œuvre disponible, le développement économique paraissait dépendre des qualifications sociales des individus pour les emplois.

Au cours des années 1970, deux observations empiriques nuancèrent le concept de capital humain élaboré dans les années 1960⁵. D'un côté, l'idée que la valeur de l'éducation ou des services médicaux se reflète dans la qualification de la main-d'œuvre a perdu beaucoup de sa crédibilité. De l'autre, la théorie de la valeur-travail a perdu son sens, même dans la version faible sous laquelle elle était entrée dans l'économie dominante. Il apparut clairement que, indépendamment des qualifications de la main-d'œuvre disponible, le secteur modernisé ne pouvait offrir assez d'emplois pour justifier la redistribu-

dent de main-d'œuvre, seul un taux de salaire croissant attirera de la main-d'œuvre agricole. À ce stade, suggère Lewis, la qualité de la main-d'œuvre devient décisive. Voir Ronald Findlay, « On W. Arthur Lewis' contributions to economics », *Journal of Economics*, 1, 1982, p. 62-76. La grande contestation néoclassique de l'interprétation de l'économie duale donnée par Lewis fut le fait de Dale W. Jorgenson, « Testing alternative theories of the development of dual economies », in A. Abelman et E. Thorbecke, *Theory and Design of Economic Development*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1966.

3 Outre l'investissement dans la capitalisation de la force de travail, on reconnut un autre ensemble de préalables de la croissance économique dans le climat socio-politique entourant le lieu de travail. Voir la formulation de cette idée par Dudley Deers, « The meaning of development », *International Development Review*, XI, 4, 1969, p. 2-6. Il fait valoir que la dignité, la liberté et la satisfaction sur le lieu de travail comptent tout autant que l'abondance matérielle.

4 On doit cette expression à Edward Denison, qui s'y accrocha. Voir « Measuring the contributions of education (and the residual) to economic growth », in Study Group in the Economics of Education, *The Residual Factor and Economic Growth*, Paris, OCDE, 1964.

5 Le concept est défini dans toute sa brutalité par Sherwin Rosen, « Human capital: A survey of empirical research », in R. Ehrenburg, *Handbook of Labor Economics*, vol. 1, Greenwich, CT, Jai Press, 1972. L'auteur montre que le « capital humain » renvoie à la capacité de production des êtres humains en tant qu'agents produisant du revenu dans l'économie... C'est le stock de compétences et de connaissances productives incarné dans la population. Le rendement ou la profitabilité de l'investissement en capital humain accroît les compétences et l'efficacité à l'intérieur comme à l'extérieur de l'économie de marché. D'où la nécessité de discuter des droits de propriété du capital humain. Ceux-ci sont largement limités à la personne en qui ce capital est incorporé. Mieux vaut donc l'analyser comme une transaction sur le marché de la location.

tion économiquement nécessaire des revenus sous forme de salaires¹. Aucune stratégie de développement concevable tournée vers l'emploi ne saurait créer assez de travail pour employer le tiers ou le quart le plus démuné de la population. Aussi, dans les années 1980, les planificateurs transposèrent la mélodie du développement dans une quatrième clé: sous diverses désignations, ils entreprirent la colonisation économique du secteur informel.

On insista alors sur l'encouragement d'activités propres à occuper les gens sur le marché noir ou dans l'économie du troc, voire sur l'autosuffisance du «secteur traditionnel». Par-dessus tout, le travail fantôme devint quantitativement plus important, en termes de faits, mais aussi de politique. Par travail fantôme, j'entends l'accomplissement d'activités non rémunérées qui, dans une société à forte intensité marchande, sont nécessaires pour transformer des marchandises achetées en biens consommables. Enfin, les efforts personnels (*self-help*), auxquels s'attachait un parfum de pis-aller dans les années 1960, devinrent un secteur de croissance fort prisé par les planificateurs et les organisateurs au cours des années 1980. Tel est donc le contexte dans lequel il convient d'interpréter la résurrection du discours sur les besoins.

On peut se figurer le développement comme le processus par lequel les gens sont arrachés à l'ordinaire (*commons*) culturel traditionnel. À la faveur de cette transition, les liens culturels sont dissous, alors même que la culture peut colorer superficiellement le développement: il suffit d'observer la transplantation récente de ruraux dans les mégapoles du tiers-monde. On peut imaginer le développement comme un appel d'air qui déstabilise les gens, les arrache à leur espace familial et les place sur une plate-forme artificielle, une nouvelle structure de vie. Pour survivre sur ces fondements élevés et exposés, les gens sont forcés d'atteindre de nouveaux niveaux minima de consommation sous forme d'éducation, par exemple, de mesures de santé publique, de fréquence dans l'usage des transports et

1 Nations unies, *Proposals for Action*, p. 5: «Le volume d'emplois jusqu'ici offert par l'industrialisation n'a pas suffi à empêcher l'accroissement du chômage et du sous-emploi dans les pays en voie de développement.»

de logements locatifs. Le processus général est habituellement exprimé dans le langage de la technique: création d'infrastructures, construction et coordination de systèmes, étapes de la croissance, ascenseurs sociaux. On discute même du développement rural dans ce langage urbain.

Sous le poids massif des nouvelles structures, le soubassement culturel de la pauvreté ne saurait demeurer intact et se fissure. Les gens sont contraints de vivre sur une croûte fragile, sous laquelle se profile quelque chose d'inédit et d'inhumain. Dans la pauvreté traditionnelle, les gens pouvaient toujours compter sur un hamac culturel. Et il y avait toujours un sol où se réfugier en *squatter* ou en mendiant. De ce côté-ci de la tombe, personne ne pouvait tomber sous terre. L'enfer était une fosse, mais destinée à ceux qui n'avaient pas partagé avec les pauvres dans cette vie, et ses souffrances étaient pour l'au-delà². Cela ne tient plus. Les marginaux modernes ne sont ni des mendiants ni des clodos. Ils sont victimes des besoins que leur attribue quelque «entremetteur de la pauvreté³». Ils sont tombés sous la ligne de pauvreté et chaque année qui passe diminue leurs chances de jamais s'élever à nouveau au-dessus de cette ligne.

L'État providence n'est pas un hamac culturel. Il s'agit plutôt d'une médiation sans précédent de ressources rares à travers des agents qui non seulement définissent ce qu'est le besoin et en certifient l'existence, mais su-

2 D.O. Lottin, «La nature du devoir de l'aumône chez les prédécesseurs de saint Thomas d'Aquin», *Ephemerides Lovanienses*, 15, 1938, p. 613-624. Pour Pierre Lombard (mort en 1160), «la justice consiste à secourir les pauvres» (*Sententiae*, IV, 13, dist. 33, c. 1). Alexandre de Hales (mort en 1215) enseignait que «refuser son aide, autrement dit ne pas partager ses biens avec le pauvre en cas de nécessité, va contre le précepte "tu ne voleras point". Pour autant que cette action se solde par la mort du pauvre, elle contrevient au précepte "tu ne tueras point"» (*Summa theologica*, 3a pars, q. 36). Un auteur inconnu explique: «De la part des pauvres auxquels quelque chose devrait être donné, il est quatre aspects à considérer: premièrement, qu'ils sont bel et bien dans le besoin; deuxièmement, que dans leur état de nécessité ils sont les seigneurs des choses temporelles – en eux-mêmes, les pauvres sont nécessiteux, mais dans le Christ ils sont seigneurs. [...] Troisièmement, ils peuvent être considérés pour autant qu'ils sont de la même nature que nous ou, quatrièmement, parce qu'ils sont faits à l'image de Dieu. [...] Si on leur donne parce qu'ils sont de la même nature que nous, on fait œuvre de piété naturelle; mais si on songe qu'ils sont faits à l'image de Dieu, on fait alors œuvre de miséricorde» (Anonyme, *De superfluo*). Lottin montre que ce sont là les idées de Guillaume d'Auxerre (mort en 1248).

3 Cette expression, de même que le néologisme *povertician*, a été forgée lors de la campagne d'Edward Koch au poste de maire de New York en 1978.

pervisent aussi de près l'administration du remède – avec ou sans l'aval du nécessaire. L'assurance n'est pas une façon de s'en remettre au soutien de la communauté en cas de catastrophe. Il s'agit plutôt de l'une des formes ultimes du contrôle politique dans une société où la protection contre les risques futurs passe avant l'accès à la satisfaction ou à la joie présente. Les besoins, envisagés comme critères des stratégies de développement, n'ont manifestement rien à voir avec les nécessités ou les désirs traditionnels. Néanmoins, au cours des deuxième et troisième « décennies du développement », la pauvreté a été définie en termes de besoins opératoires insatisfaits.

Et tout cela s'est fait alors même que pour les représentants de l'économie dominante « besoin » est un non-mot. « La théorie économique ne reconnaît pas l'existence de choses telles que des besoins ¹. » De surcroît,

l'économie peut dire bien des choses utiles sur les désirs, les préférences et les demandes. Mais le « besoin » est vraisemblablement un impératif moral, psychologique ou physique qui ne souffre ni compromis ni ajustement – ni analyse [économique] ².

La plupart des économistes, à ce jour, se déclarent incompetents pour inclure les besoins dans leur analyse ³ et préfèrent abandonner la discussion à ce sujet aux philosophes ou aux hommes politiques ⁴. Par ailleurs, un nombre croissant d'économistes, critiques à l'égard de

1 Mark A. Lutz et Kenneth Lux, *Humanistic Economics: The New Challenge*, New York, The Bootstrap Press, 1988.

2 William R. Allen, *Midnight Economist: Broadcast Essays III*, Los Angeles, International Institute for Economic Research, 1982, p. 23, cité par Lutz et Lux, *op. cit.* David Braybrooke, « Let needs diminish that preferences may prosper », in Braybrooke et al., éd., *Studies in Moral Philosophy*, Oxford, Blackwell, 1968. C'est l'un des tout premiers théoriciens, et l'un des plus convaincants, de la chute de l'homme du royaume des préférences dans la servitude des besoins: « Je ne peux qu'esquisser ici ce qu'il advient du concept de besoins tandis que le changement technique nous emporte. Le sujet des préférences et de leur évaluation, sitôt qu'on a fait la part des besoins, de la cohérence et de la morale, est un désert philosophique. »

3 Ils veulent éviter ce que G.E. Moore, *Principia Ethica* (1903), trad. M. Gouverneur et R. Ogien, Paris, PUF, 1998, a appelé le « sophisme naturaliste » fondé sur la distinction établie par Hume entre « est » et « devrait » (*is/ought*): passage illicite du constat de faits empiriquement vérifiables à des jugements de valeur, ou inversement.

4 Simone de Beauvoir a bien formulé le rapport de forces subtil et dissymétrique implicite dans le concept de besoins. Cf. *Le Deuxième Sexe*, Paris, Gallimard, 1949, vol. 1, p. 20: « Dans le rapport du maître à l'esclave, le maître ne pose pas le besoin qu'il a de l'autre; il détient le pouvoir de satisfaire ce besoin et ne le médiatise pas; au contraire, l'esclave dans la dépendance, espoir ou peur, intériorise le besoin qu'il a du maître; l'urgence du besoin, fût-elle égale en tous deux, joue toujours en faveur de l'opprimeur contre l'opprimé. »

la théorie et de la pratique traditionnelles du développement, ont trouvé dans les « besoins de base » le fondement de ce qu'on a appelé le « nouvel ordre économique ⁵ ». Ils ont cru trouver dans les besoins un terme pour désigner les exigences non négociables et mutuellement incommensurables de la nature humaine: les exigences que l'économie doit satisfaire avant que puissent être effectivement formulés préférences, choix et désirs ⁶.

Mais avant de pouvoir être intégré dans un raisonnement économique, le concept de besoins a dû être défini et classifié ⁷. Dans cette entreprise, la théorie d'une hiérarchie des besoins attachée au nom d'Abraham Maslow

5 L'« approche des besoins fondamentaux (*basic needs approach*, BNA) n'est pas l'approche de la science sociale en général ou des études du développement en particulier, mais une approche [...]. C'est un ingrédient indispensable des études du développement. Pour justifier cette position, nous [...] faisons valoir la futilité des autres approches comme approche unique ou dominante, parce qu'elles ne contribuent pas au développement humain. [...] L'argument négatif repose sur la futilité des autres approches. [...] Pragmatiquement, elles conduisent souvent à des pratiques anti-humaines, parce qu'il n'est point de garantie intégrée qu'un tel développement vise réellement à améliorer les conditions des êtres humains. » Johan Galtung, « The basic needs approach », in Lederer, *op. cit.*, p. 55-57.

6 H.W. Arndt, *Economic Development: The History of an Idea*, Chicago, University of Chicago Press, 1987: « Dudley Seers, en 1969, et Mahbub ul Haq, en 1971, ont tous deux employé l'expression de « besoins fondamentaux », quoique en passant, en se référant au paquet minimal de biens et services que doit recouvrir un revenu minimum [...] En 1975, l'expression devint un slogan et un programme [...]. Ce fut l'idée originale de Louis Emerij et d'autres, du BIT [Bureau international du travail], qui en 1975 réunirent une Conférence mondiale de l'emploi. » Les besoins fondamentaux devaient être le thème central du document de la conférence, publié sous le titre *Employment, Growth, and Basic Needs*, New York, Prager, 1977. Voir aussi Paul Streeten, *Development Perspectives*, Londres, Macmillan, 1981, notamment 4^e partie.

7 On peut situer cette soudaine résurrection des besoins dans le contexte de plusieurs décennies de réaction contre la neutralité axiologique de la science sociale orthodoxe – réaction amorcée par C. Wright Mills et Gunnar Myrdal dans le champ de l'économie politique, et poursuivie par Abraham Maslow et Erich Fromm du point de vue de l'anthropologie psychologique. Toutes ces démarches avaient en commun l'espoir d'établir des valeurs qui aient une validité objective. Les quatre auteurs mentionnés ont tous accordé une importance centrale à la position prise par le jeune Marx, qui reprochait à Rousseau sa régression à la simplicité factice de l'homme pauvre et dénué d'exigence, qu'il jugeait artificiel dans son absence de besoins. À cette vision, il opposait le stade final du communisme: « L'homme riche et le besoin humain riche prennent la place de la richesse et de la misère de l'économie politique. L'homme riche est en même temps celui qui a besoin d'une totalité de manifestations de la vie humaine, l'homme chez qui sa propre réalisation est une nécessité intérieure, un besoin. » Karl Marx, *Critique de l'économie politique. Manuscrits de 1844*, in *Écrits de jeunesse*, éd. K. Papaioannou, Paris, Quai Voltaire, 1994, p. 408. Dans son exégèse très fouillée et parfois acerbe de Marx, Agnes Heller, *The Theory of Need in Marx*, New York, St Martin's Press, 1976; *La Théorie des besoins chez Marx*, trad. M. Morales, préface de J.-M. Palmier, Paris, 10/18, 1978, s'efforce de développer deux thèses: (1) l'analyse marxienne de la société repose toujours sur un « système de besoins radicaux »; et (2) il évite soigneusement les idées de besoins « non reconnus » ou « faux », au sens de Fromm ou de Marcuse, qui font inévitablement le jeu d'une avant-garde dont la compétence est précisément de révéler aux masses la nature authentique de leurs besoins.

a soudain acquis une très forte influence. En vérité, la sécurité physique, l'affection, l'estime et, en fin de compte, la réalisation de soi sont autant de catégories clés qui sous-tendent nécessairement le plus souvent la discussion courante. À la différence des manques (*wants*) qui, depuis Hobbes, sont réputés égaux, « puisqu'ils sont simplement ce dont les gens manquent » –, il est toujours question des besoins comme entrant dans une hiérarchie objective. On en parle généralement comme de réalités à étudier de manière désintéressée par les experts ès besoins et qui, d'une certaine façon, peuvent déboucher sur la définition d'une éthique universelle¹. Erich Fromm, par exemple, croit que la « société saine » est un arrangement qui

correspond aux besoins de l'homme, pas nécessairement à ce qu'il croit être ses besoins (parce que même les objectifs les plus pathologiques peuvent être éprouvés subjectivement comme ce que la personne désire le plus), mais à ce que ses besoins sont objectivement, tels que l'étude de l'homme peut les établir².

Jusqu'ici, l'étude critique la plus complète du discours sur les besoins et de ses implications est celle de Marianne Groenemeyer. Plus clairement que quiconque, elle a démontré que les besoins, au sens actuel, sont une nouvelle façon de formuler le postulat de la rareté universelle. De surcroît, elle montre que les besoins, définis sous le couvert de la science, permettent de redéfinir la nature humaine suivant les convenances et les intérêts des professionnels qui les administrent et les desservent³.

1 Il importe, à cet égard, de méditer cet élément. La première édition de l'*Oxford English Dictionary* de Murray, en 1892, divise l'article sur le nom *need* en deux parties seulement: a. la nécessité de faire quelque chose, et b. la demande impérieuse d'avoir quelque chose. Le supplément de l'*Oxford English Dictionary*, à la fin des années 1970, atteste pour la première fois un troisième sens du substantif. Le premier exemple est donné pour 1929: un état de manque physiologique ou psychologique qui, consciemment ou inconsciemment, inspire un comportement voué à le satisfaire. Au début des années 1930, les instincts, sous la plume des psychologues, sont d'abord identifiés aux besoins... Dans le même temps, les besoins sont perçus comme des états de tension qui persistent tant qu'ils ne sont pas comblés. Au début des années 1960, les textes de psychologie commencent à exprimer les besoins sous forme d'algorithmes, par exemple *n.ach* = *need of achievement* (besoin d'accomplissement), qui entre alors dans une formule modélisant la structure des besoins humains.

2 Erich Fromm, « The psychology of normalcy », *Dissent*, 1, 1954, p. 43.

3 Marianne Groenemeyer, *Die Macht der Bedürfnisse. Reflexionen über ein Phantom*, Hambourg, Rowohlt, 1988. Plus d'une décennie auparavant, William Leiss, dans *The Limits to Satisfaction. An Essay on the Problems of*

Particulièrement intéressant est le rôle joué par les « besoins fondamentaux » dans la transformation de l'homme économique en homme *nécessiteux* – processus qui coïncide directement avec la redéfinition de la pauvreté dans la théorie récente du développement⁴.

Le développement repose sur l'idée qu'il est possible d'annuler la nécessité en faisant preuve d'une audace technique littéralement utopique. Le développement « décolle » au-delà d'un niveau minimum de consommation déterminé par des aperçus scientifiques de la nature humaine. Pour participer de manière significative aux bénéfices de ce développement, il faut d'abord consommer un minimum de services de base, largement financés par les impôts et/ou les emprunts aux générations futures. On a besoin d'une quantité prescrite d'éducation⁵, de soins médicaux, d'information, de transports, de protection et d'administration afin d'être suffisamment humain pour prendre part à ce nouveau monde. Toutefois,

l'insistance sur les besoins fondamentaux est inévitablement à double tranchant; elle

Needs and Commodities, *op. cit.*, avait exploré la genèse des besoins dans la transformation des désirs quand ils se focalisent sur des marchandises. John McKnight, « Why "servanthood" is bad », *The Other Side*, janvier-février 1989, p. 39-41: « Les systèmes de service enseignent aux gens que leur valeur réside dans leur déficience. » Leur valeur est cependant réalisée par ceux qui servent leurs besoins. Les données empiriques montrent sans doute possible que les coûts du développement, empochés par les diplômés de l'université, sont toujours un multiple des bénéfices qui vont aux clients.

4 L'expression « besoins fondamentaux » a toutes les apparences d'une invention humaniste quand elle est employée dans le discours du développement. Dans un cadre économique, cependant, « fondamental » (ou « élémentaire », « de base », *basic*), est un mot qui a un sens précis et reconnu. Il me paraît impossible de rechercher la légitimité de cette expression dans un discours économique sans souligner simultanément la nature de marchandise des ressources humaines. Pour accrédi-ter ma suspicion, il suffit de lire l'article de Neri Salvadori, « Basics and non-basics », in *The New Palgrave. A Dictionary of Economics*, New York, Macmillan, 1987, vol. 1. Une marchandise est dite *basic*, « de base », quand elle entre directement ou indirectement dans la production de toutes les marchandises – ces marchandises qu'il faut nécessairement produire, quelle que soit la production nette effective. Quand leurs prix changent, ce sont tous les prix qui changent. La formulation vient de Piero Sraffa, *Production de marchandises par des marchandises: pré-lude à une critique de la théorie économique*, Paris, Dunod, 1970.

5 Pour cette raison, il est utile d'explorer la relation entre « éducation » et « développement » en tant que termes charnières du discours sur la politique publique. Le « besoin » au sens nouveau a été employé comme un équivalent de « pulsion » dans la pédagogie vingt ans avant qu'il n'entre dans le discours sur la politique publique concernant d'autres domaines. Dans la théorie de l'éducation, le besoin en vient bientôt à désigner un manque personnel de l'« éduquant » que la société doit combler pour le rendre capable de vivre une bonne vie. En second lieu, les « besoins de la société » ou les « besoins des autres » sont devenus des critères de plus en plus pertinents pour choisir ce que l'éduquant doit acquérir au cours de son éducation.

implique qu'on puisse devenir plus ou moins humain [...]. Les besoins définissent l'humanité comme divisible¹.

Et, comme Agnes Heller l'a bien vu, les besoins « définissent l'individu et le réduisent au profil de ses besoins² ». Pour Talcott Parsons, dès 1951, la « personnalité [...] doit être considérée comme l'établissement d'une disposition au besoin relativement spécifique, définie et cohérente³ ».

Ainsi que l'a fait valoir Michael Ignatieff, aucune autre époque n'a eu, dans sa constellation de sens, un mot ou une idée occupant la place que le besoin occupe aujourd'hui dans la nôtre⁴. Les besoins ne sont assurément pas les « nécessités » (*necessaries*) d'Adam Smith,

les denrées indispensablement nécessaires pour le soutien de la vie, mais encore tout ce que la coutume du pays rend indécent pour les gens honnêtes, même de l'ordre le plus bas, de ne pas avoir. [...] La coutume a [...] fait des chaussures de cuir une nécessité de la vie en Angleterre. Le plus pauvre des gens honnêtes de l'un ou de l'autre des deux sexes aurait honte de paraître en public sans ces chaussures. En Écosse, la coutume en a fait une nécessité de la vie pour l'ordre le plus bas d'hommes, mais non au même ordre de femmes, qui peuvent, sans discrédit, aller nu-pieds. En France, elles ne sont une nécessité de la vie ni aux hommes ni aux femmes⁵ [...].

Ce passage parle d'un monde dans lequel
(1) les relations morales entre étrangers pas-

1 Marianne Groenemeyer, *op. cit.*, p. 22.

2 Cf. Agnes Heller, *op. cit.*, éd. anglaise, p. 1.

3 Cette même année (1951), l'expression yiddish *ikh darf es vi a lokh im kop*, qui s'applique à quelque chose qu'on ne désire pas du tout, ou qui est totalement inutile, conduisit Marshall McLuhan à en donner cette traduction : « Un élégant opérateur a besoin d'une dame comme d'un trou dans la tête » (*The Mechanical Bride*, Boston, Beacon Press, 1951). Depuis 1940, l'usage attributif du nom « besoin » a eu un effet boule de neige. D'après le *New Oxford English Dictionary*, on peut lire dans *The Economist* du 29 juin 1940 : « La principale objection est [...] que la proposition introduit un autre test des besoins. Dans le même ménage, il y aura un test de moyens pour un chômeur [...] et un test de moyens pour un pensionné de guerre. » De toute évidence, l'accent glisse des « moyens » vers les « besoins ». Talcott Parsons, dont la citation est tirée de *Towards a General Theory of Action*, Cambridge, Harvard University Press, 1951, 1.1.18, répète le même usage attributif : l'identification implique une « poussée de besoin [*need-push*] plus forte pour accéder à la région de l'amour et de l'approbation », 3.3.308. Dans les années 1960, de monstrueuses expressions du même type devinrent monnaie courante : par exemple, « les besoins sociaux sélectionnent des comportements tournés vers un objectif ».

4 Michael Ignatieff, *The Needs of Strangers*, Londres, Chatto and Windus, The Hogarth Press, 1984 ; *La Liberté d'être humain : essai sur le désir et le besoin*, trad. Maud Sissung, Paris, La Découverte, 1986.

5 Adam Smith, *La Richesse des nations*, V, II, 2^e partie, art. 4, trad. P. Taieb, Paris, PUF, 1995, p. 984-985.

saient par la médiation de la coutume et de la culture et (2) le rang définissait les nécessités qui, précisément pour ces deux raisons, ne sont pas des besoins fondamentaux.

Aujourd'hui, l'effort pour insérer un sens moral dans le discours du développement doit s'abstraire des normes coutumières (« culturelles », dirions-nous) que Smith tenait pour acquises. Et tout ce qui approche du caractère d'une proposition morale, dans le contexte toujours plus radicalement amoral des sociétés développées, doit recourir à une nouvelle sorte d'attrait qui ne doit rien à la coutume⁶. Cette situation met en évidence et légitime partiellement le professionnel. Lui seul est en position de « savoir » ce dont les inconnus ont besoin, bien mieux que les clients eux-mêmes, enclins à se laisser fourvoyer par les vestiges de leurs traits culturels traditionnels.

L'approche du développement fondée sur les besoins fondamentaux offre sans conteste des critères, réellement nouveaux, pour formuler des droits institutionnels fondés sur les besoins imputés aux plus faibles qui, par définition, n'ont pas acquis la faculté de reconnaître leur propre misère, du fait de leurs « besoins insatisfaits ». Le médecin est donc la métaphore ou le modèle de l'expert moderne ès besoins⁷. C'est lui, plutôt que le patient, qui sait ce dont ce dernier a besoin parce que, bien souvent, la « maladie » est le résultat de la conduite de son patient. La principale tâche du « diagnosticien » des besoins coïncide avec celle du médecin moderne : il doit éduquer ceux qu'il sert pour les amener à accepter ses vues et à se plier à ses prescriptions.

Dans les années 1970, les mots « participation » et « concertation » n'avaient pas encore été souillés⁸. Les experts se présentaient en serveurs qui aidaient les pauvres à prendre conscience de leurs vrais besoins, en Big Bro-

6 Amartya K. Sen, *Poverty and Famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press, 1981, offre de précieux aperçus sur le nouveau langage des droits fondés sur les besoins.

7 Avec une clarté inimitable, William Arney et Bernard Bergen, *Medicine and the Management of Living*, Chicago, University of Chicago Press, 1984, ont mis en évidence la cohérence du développement structurel de la médecine et de la conscience moderne au cours des deux dernières décennies.

8 À propos de « participation », on peut aussi parler de « conscientisation », de « mentalisation » et de « planification concertée », etc. Dans toutes ces formes se cachent une mobilisation et une instrumentation des besoins qui servent d'intermédiaires dans leur satisfaction.

ther venu les aider à formuler leurs droits. De nos jours, on peut sans mal balayer d'un revers de main, comme une absurdité d'un âge déjà révolu, ce rêve social d'évergètes au cœur saignant. Dans un monde beaucoup plus interdépendant, complexe, pollué et encombré, il n'est plus possible d'identifier et de quantifier les besoins, si ce n'est par le travail en équipe de spécialistes des systèmes. Et dans ce nouveau monde, le discours des besoins devient le moyen par excellence de réduire les gens à des unités individuelles associées à des exigences d'inputs.

Nous sommes au seuil d'une transition encore inaperçue : du passage d'une conscience politique fondée sur le progrès, la croissance et le développement – enracinée dans les rêves des Lumières – vers une nouvelle conscience encore anonyme, définie par des contrôles assurant un « système viable » de satisfaction des besoins. Le développement est bel et bien mort. Mais les experts qui nous ont donné les besoins s'affairent aujourd'hui à reconceptualiser leur cadeau, à redéfinir une fois de plus l'humanité. Pour survivre, assurent-ils, nous devons nous voir non pas comme des citoyens, mais comme des cyborgs, à l'image des systèmes immunitaires, des unités infinitésimales d'une série de systèmes inclusifs, finissant nul ne sait où ¹. Le facteur principal doit être compris non pas comme un besoin, mais comme une exigence, un complexe d'exigences pour chaque système. Si ce point de vue s'impose, c'en sera fini des hommes et des femmes.

Voici quelques années, les promoteurs du développement promettaient « plus », créant ainsi la condition psychique de l'implantation des besoins ², laquelle conduisit à la création d'un intoxiqué nécessaire, d'un être auquel nous participons tous. Peut-être est-il possible de circonvenir les nouveaux experts des systèmes en faisant montre du courage moral

nécessaire pour se défaire des mauvaises habitudes.

¹ Tel est le langage fâcheux, sinon pornographique, qui préside aux discussions de la table ronde Nord-Sud. Khadija Haq et Uner Kirder, éd., *Human Development, Adjustment and Growth*, Table ronde de Salzbourg sur l'ajustement et la croissance, Islamabad, Pakistan, North South Roundtable, 1987, p. 318 : « La crise de l'énergie, de l'alimentation et de la dette ne doit pas être suivie à l'avenir d'une crise bien plus fondamentale [...] du développement humain. »

² Ivan Illich, « The ritualization of progress », in *Deschooling Society*, New York, Harper and Row, 1971 ; *Une société sans école*, in *Œuvres complètes*, vol. 1, Paris, Fayard, 2004.